



12 septembre 2011

Centre Meir Amit d'Information
sur les Renseignements et le
Terrorisme

L'Autorité Palestinienne a lancé une campagne de propagande en parallèle à son appel à l'ONU. La campagne vise à témoigner du support palestinien interne à l'appel, à renforcer le soutien international et à apaiser les craintes israéliennes (en minimisant la question du "droit au retour"). Elle devrait être renforcée par d'amples activités populaires - et potentiellement violentes -, bien que l'AP aspire à contenir les événements. L'appel sera lancé dans le contexte de l'assaut contre l'ambassade israélienne au Caire et des déclarations virulentes de la Turquie.



Un des logos de la campagne palestinienne en vue de l'appel à l'ONU

Aperçu général

1. Le 8 septembre, l'Autorité Palestinienne a lancé une campagne de propagande baptisée "Palestine : 194^{ème} Etat" en parallèle à son appel à l'ONU. La campagne a débuté par un communiqué envoyé au secrétaire général de l'ONU par le biais du représentant de l'ONU à Ramallah. Les 9 et 10 septembre, des manifestations réunissant plusieurs douzaines et centaines de manifestants ont été organisées aux points de friction habituels en Judée-Samarie (Bila'in, Nili'in et Nebi Saleh). De nouvelles manifestations et protestations populaires devraient avoir lieu dans les territoires administrés par l'Autorité Palestinienne et dans les communautés palestiniennes à l'étranger, **présentées par l'AP comme non-violentes, bien que, selon nous, la plupart des événements soient potentiellement violents.**

2. **La campagne devrait durer trois semaines. Débutée le 8 septembre (de manière discrète), elle devrait atteindre son apogée les 21 et 23 septembre,** avec la session d'ouverture de l'Assemblée Générale de l'ONU et le discours de Mahmoud Abbas, et **durer jusqu'à fin Septembre.** Pendant ces trois semaines, des événements de propagande seront organisés dans **l'Autorité Palestinienne, dans le monde arabe** (l'ambassade israélienne en Jordanie pourrait être le foyer de manifestations¹) et **à l'étranger** (particulièrement aux États-Unis et en Grande-Bretagne). La campagne rencontre des difficultés dans la bande de Gaza **en raison des réserves idéologiques du Hamas concernant l'appel de l'Autorité Palestinienne à l'ONU.**

3. La campagne a déjà été lancée mais **n'a pas jusqu'ici gagné de terrain** dans l'arène palestinienne ou à l'étranger pour plusieurs raisons : en **Judée-Samarie**, la population locale est occupée par le quotidien et n'attend pas de l'appel à l'ONU qu'il provoque de changement fondamental. Dans **la bande de Gaza**, la campagne se heurte aux réserves du Hamas sur le sujet. La campagne n'a pas encore recueilli de soutien massif **à l'étranger et les événements dramatiques survenus ces derniers mois au Moyen-Orient** ont éclipsé la question palestinienne. Cependant, **alors que la date de la session d'ouverture de l'Assemblée Générale de l'ONU approche, la motivation des partisans en Judée-Samarie, dans le monde arabo-musulman et à l'étranger devrait probablement augmenter et la campagne de propagande et les activités populaires liées pourraient prendre de l'ampleur.**

¹ Des appels ont été publiés sur Facebook pour des manifestations devant l'ambassade israélienne à Amman.

Objectifs de la campagne

4. **Les objectifs de la campagne sont de démontrer le soutien palestinien interne et international à l'appel à l'ONU et d'apaiser en même temps les craintes de la communauté internationale quant à ses dangers inhérents** en fournissant une réponse aux arguments contre l'appel présentés par Israël. Il s'agit également d'apaiser l'opinion publique israélienne par un appel direct aux personnalités et au public israélien.

5. **A cette fin, les thèmes suivants ont été soulignés** par les responsables de l'Autorité Palestinienne et les médias palestiniens :

1) **L'Autorité Palestinienne est déterminée à présenter son appel à l'ONU afin de gagner la reconnaissance d'un Etat palestinien par l'ONU** indépendamment des pressions exercées.

2) **L'objectif de l'appel** est que l'ONU **reconnaisse l'Etat palestinien comme la 194^{ème} nation-membre**, dans les frontières du 4 juin 1967 et avec Jérusalem Est pour capitale.

3) La reconnaissance d'un Etat palestinien comme le 194^{ème} État-membre de l'ONU **ne nie pas la légitimité de l'État Israël**, ne signifie pas son isolement et ne fait pas partie de la campagne de délégitimation de l'Etat hébreu.

4) L'appel palestinien à l'ONU n'est pas un substitut aux négociations, mais plutôt un effort supplémentaire à la consolidation de la "solution à deux Etats", et donnera aux négociations une poussée en avant dans "la bonne direction". **Il n'y a aucune contradiction entre l'appel à l'ONU et un retour aux négociations** si Israël respecte ses engagements.

5) **L'appel ne présente pas de danger à la sécurité d'Israël**. Les protestations seront non-violentes. **La coordination sécuritaire entre les forces de sécurité de l'AP et Israël continuera** indépendamment de l'appel à l'ONU.²

² Mahmoud Abbas a présenté le thème de la sécurité, aussi bien que d'autres adressés à l'opinion publique israélienne, à l'occasion d'une rencontre avec 20 personnalités culturelles israéliennes accompagnées de journalistes dans la Muqata'a à Ramallah (Haaretz, 6 septembre 2011 – Article d'Avi Issacharoff de Ramallah : "Abbas : Tant que je suis en fonction, la coordination sécuritaire sera préservée"). Les Arabes israéliens, d'autre part, ont reçu un message différent, nettement plus virulent. Yasser Abd Rabbo, le responsable de la campagne palestinienne, a fait référence aux rencontres entre Mahmoud Abbas et Ehud Barak, qualifiant le ministre israélien de la Défense de "plus grand menteur d'Israël" et "d'escroc politique" (Kul al-Arab, Site d'information de Nazareth, 7 septembre 2011).

Minimisation de la question du "droit au retour"

6. La campagne palestinienne se concentre sur la reconnaissance d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967. Elle ne souligne pas la demande palestinienne de "droit au retour" des réfugiés palestiniens dans l'État d'Israël dans les frontières de 1948, à la différence de précédentes campagnes (par exemple, la campagne de la Journée de la Nakba dont le thème principal était le "droit au retour"). Selon nous, **l'Autorité Palestinienne craint que le fait de mettre l'accent sur le "droit au retour" nuise aux efforts palestiniens de présenter l'appel à l'ONU comme suffisamment modéré pour remporter un large soutien international.**

7. **La façon de présenter le "droit au retour" était une question cardinale dans le discours palestinien interne tenu dans les territoires comme à l'étranger pendant les préparatifs en vue de l'appel à l'ONU :**

1) Un groupe de personnalités politiques palestiniennes indépendantes a envoyé un mémorandum à Mahmoud Abbas exigeant que l'initiative palestinienne à l'ONU **mette l'accent sur les "droits" des Palestiniens, particulièrement sur le "droit au retour", en parallèle au droit à l'autodétermination et à un Etat indépendant.** Elles craignent en effet que l'obtention de l'adhésion à l'ONU annihile la demande du "droit au retour" des réfugiés palestiniens dans le territoire de l'État Israël (Al-Hayat, Ramallah, 2 septembre 2011).

2) Le Hamas craint également que **l'appel nuise au "droit au retour"**. Par exemple, **Mahmoud al-Zahar**, haut responsable du Hamas dans la bande de Gaza, a averti que la reconnaissance du droit de l'État d'Israël à exister nuira aux "droits" de millions de réfugiés palestiniens en "Palestine". Le quotidien du Hamas **Felesteen**, qui est publié dans la bande de Gaza, a averti que l'appel à l'ONU pourrait être la source de pressions exercées sur Mahmoud Abbas pour que le "droit au retour" soit limité au territoire du futur Etat palestinien.³ **Ali Barake**, le représentant du Hamas au Liban, a déclaré qu'il était important que l'appel palestinien à l'ONU n'implique pas l'annulation du "droit au retour" des réfugiés palestiniens (Site Internet Saida Online, Liban, 7 septembre 2011).

³ A ce sujet, voir notre article du 4 août 2011 intitulé "Les responsables du Hamas ont réitéré leurs positions extrémistes, se prononçant contre l'appel de l'AP à l'ONU en Septembre et soulignant les différences idéologiques et stratégiques entre le Hamas et l'AP", à l'adresse http://www.terrorism-info.org.il/malam_multimedia/fr_n/pdf/ipc_f215.pdf

3) **Al-Awda**, un journal publié par le Centre du Retour Palestinien (CRP de Londres, affilié aux Frères Musulmans et au Hamas et spécialisé dans la promotion du "droit au retour"), a publié un article dans son numéro de Septembre 2011 affirmant que des politologues et des experts sur les questions des réfugiés ont averti contre l'appel de l'Autorité Palestinienne à l'ONU qui passe sous silence "le droit" des réfugiés palestiniens de revenir dans le territoire de l'État Israël sur la base de la supposition que la question sera résolue dans l'avenir.⁴

8. Une analyse des thèmes de la campagne indique que **l'Autorité Palestinienne a décidé de minimiser le "droit au retour" et de soulever la question à une date ultérieure, une fois l'Etat palestinien reconnu par l'ONU** (prenant pour supposition une amélioration ultérieure de sa position). En même temps, les porte-parole de l'OLP s'efforcent d'apaiser les craintes dans l'arène palestinienne interne.⁵

9. Ainsi, le "droit au retour" a certes été minimisé mais a été néanmoins régulièrement mentionné en lien avec l'appel à l'ONU. Par exemple, **Mahmoud Abbas**, décrivant le futur Etat palestinien devant le conseil révolutionnaire du Fatah le 4 septembre, a fait référence au "droit au retour" des réfugiés palestiniens conformément à la Résolution 184 de l'ONU (Agence de presse Wafa, 4 septembre 2011).⁶ **Nabil Shaath**, membre du comité central du Fatah, a accusé "les leaders de l'occupation [israélienne]" de laisser obstinément les implantations en place et de refuser d'accepter le retour des réfugiés (Conférence de presse organisée à l'Hôtel Ambassador à Jérusalem par le Parti Socio-Démocratique suédois, 3 septembre 2011).

Campagne populaire en parallèle à la campagne de propagande

10. De hauts responsables de l'Autorité Palestinienne et du Fatah ont réitéré **la nécessité d'un mouvement de protestation populaire non-violent de la part du public**

⁴ alawda-mag.com

⁵ Par exemple, **Hanan Ashrawi**, membre du comité exécutif de l'OLP, a déclaré que "l'adhésion à l'ONU n'annulera pas les droits des réfugiés, mais au contraire - elle le confirmera" (Al-Hayat, 2 septembre 2011). Le **Dr. Zakaria Ala'a**, également membre du comité exécutif de l'OLP et président du département des réfugiés, a annoncé dans un communiqué de presse que l'appel à l'ONU ne nuirait pas au "droit au retour", qui est ancré dans les Résolutions 181 et 194 de l'ONU (Site Internet palpress.co.uk).

⁶ Le nombre 194 se réfère par hasard à la Résolution n°194 de l'ONU de 1948, qui selon les Palestiniens, accorde aux réfugiés palestiniens le "droit" de "revenir" sur le territoire de l'État d'Israël. La position légale israélienne est que l'interprétation palestinienne de la Résolution 194 est incorrecte et ne peut pas être utilisée comme base à la réclamation du "droit au retour".

palestinien pour accompagner les débats à l'ONU. Par exemple, en présence du représentant du Quartet International Tony Blair, **Mahmoud Abbas a souligné "l'importance d'une action populaire non-violente"** (Site Internet alhayatj.com, 7 septembre 2011). **Azzam al-Ahmed**, membre du comité central du Fatah, a déclaré que chacun des acteurs impliqués, l'OLP comme les organisations civiles, avait reconnu que l'appel à l'ONU devait être **accompagné d'une large "activité populaire"** (Site Internet fatehwatan.ps, 3 août 2011).

11. Par opposition à la nature locale des manifestations de type "Bila'in", l'Autorité Palestinienne a appelé à **de larges manifestations de solidarité et de protestation en Judée-Samarie** pour les besoins de la campagne. Mahmoud Abbas a fait référence au sujet dans un discours prononcé devant le conseil central de l'OLP (PTV, 27 juillet 2011). Il y a déclaré que les Palestiniens devaient être le facteur dominant aux manifestations, par opposition à la présence d'étrangers et d'Israéliens aux points de friction traditionnels (cf., Bila'in).

12. Les manifestations devraient être organisées dans les **principales villes de Judée-Samarie, l'apogée étant prévue pendant les jours de tenue de la session de l'Assemblée Générale de l'ONU**. Selon nous, elles pourraient s'étendre aux **routes principales** (près des barrages routiers israéliens⁷), aux points de friction traditionnels (Bila'in, Nili'in, etc.) et probablement à proximité des **implantations israéliennes**.

13. L'Autorité Palestinienne encourage l'action populaire tout en ayant fait part de sa volonté de la contenir et de la contrôler. Pendant la Journée de la Nakba et la Journée de la Naksa, l'AP a prouvé que ses forces de sécurité étaient capables de contrôler l'intensité des manifestations. Cependant, **l'expérience a montré que les manifestations de type "Bila'in" décrites comme "non-violentes" peuvent échapper à tout contrôle et se transformer en confrontations violentes, même contre les intérêts israéliens et palestiniens**. De plus, **les éléments opposés aux négociations et hostiles à l'AP, y compris des réseaux du Hamas, sont susceptibles d'initier des provocations**

⁷ Le 7 septembre, le journal officiel de l'Autorité Palestinienne Al-Hayat Al-Jadeeda a publié les résultats d'une enquête réalisée par le Centre Palestinien d'Opinion Publique (Palestinian Center for Public Opinion - PCPO, dirigé par Nabil al-Kukali). L'enquête a examiné la position du public quant à l'appel à l'ONU. Une des questions portait sur les méthodes de protestation populaire. 25,9% des personnes interrogées ont déclaré être en faveur de **manifestations non-violentes incluant la prise de contrôle de barrages routiers et le blocage de routes à l'armée israélienne et aux résidents des implantations**. 15,2 % étaient en faveur d'une action armée contre Tsahal et les résidents des implantations. Une majorité de 53,4 % était en faveur d'un retour à la table des négociations avec le gouvernement israélien.

pendant les actions populaires ou d'effectuer une action terroriste qui détournera l'attention de l'appel palestinien et en sabotera les chances de réussite.⁸

Organisation et gestion de la campagne de propagande

14. La campagne de propagande est organisée et gérée par l'Autorité Palestinienne en collaboration avec le Fatah, l'OLP, des organisations civiles opérant dans les territoires administrés par l'AP (dont certaines affiliées à la gauche palestinienne) et des individus indépendants. La campagne est dirigée par Yasser Abd Rabbo, le secrétaire du comité exécutif de l'OLP. Certains des organisateurs sont en contact avec des organisations pro-palestiniennes dans le monde entier, particulièrement, selon nous, aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Des initiatives pro-palestiniennes *ad hoc* locales et des réseaux internationaux existent aussi sans lien avec l'Autorité Palestinienne et d'autres organismes opérant dans les territoires.

15. La décision de lancer la campagne a été prise à une réunion du comité exécutif de l'OLP le 3 août 2011 à laquelle ont assisté les représentants d'organisations civiles et d'institutions opérant en Judée-Samarie. Un comité de coordination a été nommé, chargé du contact avec les institutions et les communautés palestiniennes à l'étranger (Site Internet dflp-palestine.net, 9 août 2011). Yasser Abd Rabbo a déclaré que des efforts seraient faits pour que la date du 20 septembre [le jour des délibérations à l'ONU] devienne le "jour de la rue arabe, du printemps arabe, qui est le réel espoir de la Palestine"(Reuters, 2 août 2011).

16. Divers coordinateurs travaillent avec Yasser Abd Rabbo à la diffusion des informations aux médias sur l'activité en Judée-Samarie et à l'interaction avec les organisations à l'étranger liées à la campagne. Parmi ceux-là figurent Abdallah Abu Rahma, le coordinateur pour l'activité populaire, qui a acquis de l'expérience dans les protestations à Bila'in. Les organisateurs de la campagne ont l'intention d'ouvrir une salle de presse pour coordonner les activités de la campagne durant le mois de Septembre (Radio Voix de la Palestine, 5

⁸ Le démantèlement de cellules terroristes du Hamas en Judée-Samarie ces derniers mois est une indication de la possibilité que les organisations terroristes, particulièrement le Hamas, pourraient tenter de perturber les événements en Septembre. Les cellules diverses qui ont été démantelées étaient en état d'alerte en vue d'une action militaire organisée par le siège externe. Une des cellules, basée à Hébron, planifiait d'effectuer une attaque suicide le 21 août dans le quartier de Pisgat Zeev à Jérusalem (Site Internet shabak.gov.il). Des attaques terroristes, effectuées en Judée-Samarie ou ailleurs (bande de Gaza, frontière israélo-égyptienne), pourraient détourner l'attention de l'appel de Septembre et nuire au message de protestation non-violente que l'Autorité Palestinienne veut faire passer.

septembre 2011). Selon **Ahmed Assaf**, un des coordinateurs de la campagne, environ 400 volontaires, institutions gouvernementales, organisations civiles et municipalités seront actifs dans la campagne. **Le point culminant des événements sera le 21 septembre, date de l'ouverture de la session de l'Assemblée Générale et le 23 septembre, le jour du discours de Mahmoud Abbas à l'ONU** (PNN, 5 septembre 2011).

17. Les organisateurs de la campagne recourent massivement à **Internet, notamment à Facebook**, pour recruter des volontaires et diffuser des informations :⁹



Le site Internet de la campagne, palestinate194.com

- 1) **Plusieurs sites Internet ont été créés.** Le site officiel existe en anglais, arabe, français, allemand et espagnol et appelle les internautes à participer à la campagne.
- 2) **Plusieurs pages Facebook ont été créées.** Elles appellent à des activités de propagande diverses, y compris à brandir des drapeaux palestiniens dans la rue dans le monde entier le 28 septembre, **à organiser des manifestations devant les ambassades israéliennes en Egypte et en Jordanie et devant les délégations palestiniennes.**

⁹ Internet est un outil populaire pour initier des mouvements sociaux dans le monde arabe et des manifestations de propagande pro-palestiniennes (la flottille, l'arrivée massive de manifestants à l'aéroport Ben-Gourion, la Journée de la Nakba et la Journée de la Naksa).



Page Facebook de la campagne

Evènements prévus en Judée-Samarie

18. Les événements de la campagne comprennent :

- 1) **La distribution de prospectus et d'autre matériel de propagande** afin d'encourager le public à participer aux activités. La distribution du matériel serait apparemment sous la responsabilité des gouverneurs des diverses régions de l'Autorité Palestinienne.
- 2) **L'enseignement de la signification de l'appel aux écoliers** dans le cadre du programme scolaire.
- 3) **L'utilisation des médias** pour diffuser des vidéos, des débats et des programmes sur la question.



Exemple d'un film diffusé dans le cadre de la campagne

- 4) **Des manifestations et des défilés sous le thème "Palestine, 194^{ème} Etat".** Les défilés seront organisés dans divers emplacements, y compris devant les délégations étrangères et dans de grandes villes et **culmineront avec la "Marche du million" prévue le 21 septembre, date de la session d'ouverture de l'Assemblée Générale de l'ONU.** Les manifestations contre la barrière de

sécurité continueront aux points de friction traditionnels : Bila'in, Nili'in et Qalandia.

5) **L'installation d'écrans géants sur les places publiques** pour la retransmission du discours de Mahmoud Abbas le 23 septembre.

6) **La campagne "Fauteuil volant"** : Un fauteuil tapissé de bleu a été réalisé pour symboliser la place de la "Palestine" à l'ONU. Il est transféré d'un endroit à l'autre dans l'Autorité Palestinienne et devrait finalement atteindre New York.



La campagne "Fauteuil volant" (Agence de presse Wafa, 5 septembre 2011)



Le fauteuil près de la tombe de Yasser Arafat à Ramallah (Agence de presse Wafa, 5 septembre 2011)

7) **Des événements divers patronnés par l'Église catholique**, dont un festival de la paix et un cortège à la lueur de bougies devant l'Église de la Nativité à Bethléem.

Bande de Gaza

19. Le porte-parole du Hamas **Sami Abu Zuhri** a déclaré que le mouvement du Hamas, dans la bande de Gaza comme à l'étranger, **ne prenait pas part aux activités de la campagne** en raison de l'absence d'un consensus national au sujet de l'appel, ajoutant que ce dernier ne "profitera pas aux Palestiniens" (Site Internet Qudsnet, 5 septembre 2011). **Le coordinateur de la campagne pour la bande de Gaza, Muhammad al-Zaq**, a annoncé que le Hamas avait interdit toute action publique liée à la campagne dans la bande de Gaza en général et dans la ville de Gaza en particulier (Radio Voix de la Palestine, 7 septembre 2011).

Néanmoins, selon nous, le Hamas n'empêchera pas complètement la tenue d'événements dans la bande de Gaza, mais ils devraient se dérouler dans la discrétion.¹⁰

20. Des organisations et activistes rebelles de la bande de Gaza, y compris ceux affiliés au jihad mondial, non liés par **les considérations pesant sur le Hamas**, ont émis des réserves quant à l'appel à l'ONU. Selon nous, ils sont susceptibles de tenter d'accompagner les événements à l'ONU par des attaques terroristes pour détourner l'attention.

La campagne de propagande dans le monde

Aperçu préliminaire

21. Yasser Abd Rabbo, qui est à la tête de la campagne, a souligné **l'importance de son lancement dans l'arène internationale**. A l'occasion de la réunion le 3 août 2011 du comité exécutif où la décision a été prise de lancer la campagne, il a déclaré qu'elle exigeait une **activité mondiale** qui inclurait toutes les communautés palestiniennes dans le monde.

22. Un site Internet créé pour la campagne a été lancé en cinq langues pour recruter des groupes d'entraide et a publié un appel aux citoyens du monde à participer. Un site appelé Palestine194.org a été fondé en Grande-Bretagne et a également lancé un appel aux activistes et aux organisations, syndicats et universités du monde entier à participer à la campagne "Palestine 194". Selon le site, il y aura une série d'activités dont **l'apogée sera le 21 septembre**. Les organisateurs ont l'intention de transformer la date en une **journée d'activité internationale pour les Palestiniens**. Des appels semblables ont été lancés sur d'autres sites Internet.

23. Selon nos informations sur les organisations et les réseaux étrangers participant à la campagne, particulièrement aux États-Unis, dans certains cas, **ils ont été fondés ad hoc en vue de l'appel palestinien à l'ONU et dans d'autres cas, il s'agit d'organisations pro-palestiniennes de longue date**. Selon nous, les organisations participant à la campagne de délégitimation d'Israël, œuvrant à détruire l'Etat hébreu et opposées à la solution à deux Etats ne se sont pas encore engagées dans des activités intensives en vue de l'appel à l'ONU. Cependant, dans certains cas, leurs activistes ont rejoint des réseaux

¹⁰ On peut supposer que les partisans du Fatah et de l'Autorité Palestinienne dans la bande de Gaza réussiront à mettre en œuvre ce genre d'activité. Par exemple, l'agence de presse Ma'an a annoncé qu'un groupe d'enfants de la bande de Gaza agitant des drapeaux palestiniens a été amené du Sud de la bande de Gaza au terminal d'Erez au Nord (Agence de presse Ma'an, 5 septembre 2011).

s'efforçant de promouvoir l'établissement d'un Etat palestinien indépendant aux côtés d'Israël.¹¹

Europe

24. La campagne "Liberté pour la Palestine" a annoncé que d'ici le 15 septembre, un million de signatures devaient être recueillies en soutien à la déclaration de la Palestine comme un Etat indépendant dans les frontières du 4 juin 1967 et avec Jérusalem pour capitale. **Les signatures seront présentées au Parlement européen le 21 septembre** et des préparatifs sont réalisés à Bruxelles en vue de leur remise. Les responsables de la campagne ont déclaré que les activités se déroulaient par le biais de partis politiques, d'organisations sociales et de comités de solidarité avec la Palestine (Site Internet bana.ir, 18 août 2011).

Grande-Bretagne

25. Une campagne londonienne baptisée "**September 15**" organise une manifestation dont la date est toujours inconnue. L'ONU a déclaré le 15 septembre "Journée Internationale de la Démocratie".



Le logo de la campagne

Etats-Unis

26. La campagne "September 15" a publié un appel à une activité le 15 septembre et les deux jours suivants.¹² Des manifestations sont organisées partout aux États-Unis, dont la plus importante aura lieu à New York. D'autres villes incluront **Omaha** au Nebraska, sous l'égide de Katie Huerter, membre d'un réseau appelé "Nebraskans pour la Paix" ; **Pittsburg**, où la protestation sera organisée par les "Étudiants pour la Justice en Palestine" ; **San Francisco**, sous l'égide de "Code Pink" et du "Mouvement de Solidarité Palestinienne" ; et **Washington, DC**, où une manifestation est prévue près du Département d'État et d'où les manifestants

¹¹ Des collaborations *ad hoc* entre des organisations acceptant la solution à deux Etats et celles délégitimant Israël et cherchant à le détruire étaient communes dans le passé.

¹² Selon le blog Mondoweiss, il s'agit d'un réseau établi par la journaliste Mya Guarnieri depuis Tel-Aviv.

défileront jusqu'à la Maison Blanche (Facebook). Les manifestants devraient appeler les États-Unis à ne pas soutenir Israël. Un réseau appelé "**Stop US Aid to Israel**" participera à l'évènement.

27. Le site Internet (adalahny.org) de l'organisation Adalah (la "Campagne de New York pour le Boycott d'Israël") a publié des informations sur un **défilé qui sera organisé le 15 septembre de Times Square jusqu'au bâtiment de l'ONU**. Il sera sponsorisé par plusieurs organisations opérant dans le cadre de l'association appelée la "**Coalition de Solidarité Palestine ONU**". Il s'agit apparemment d'un groupe *ad hoc* créé pour les besoins de l'appel palestinien à l'ONU.

28. Ci-après les organisations participant au défilé de New York :

1) **La Fondation WESPAC** : Selon son site Internet, elle vient en aide aux groupes qui se trouvent sans voix.¹³ Elle est située à Westchester, New York et possède un comité traitant du Proche-Orient, principalement de la question palestinienne, y compris du "droit au retour".

2) Le "**Réseau Communautaire US-Palestine**" (**US Palestinian Community Network - USPCN**) : Il s'agit d'un réseau de Palestiniens aux États-Unis qui est le produit de la Conférence Populaire Palestinienne organisée à Chicago en Août 2008. Il œuvre en vue de l'autodétermination et de l'égalité pour les Palestiniens, aussi bien que pour le "droit au retour" et la fin de la "colonisation" de la Palestine.



Du site de l'USPCM (15 août 2011)

3) Les **Musulmans Américains pour la Palestine** : Organisation dont l'objectif est "d'instruire" le public sur le droit palestinien à l'autodétermination.

¹³ <http://wespac.org/index.php/about-us/52-mission>

4) La **Coalition Antimilitariste Nationale Unie** : Groupe opposé aux politiques des États-Unis dans la guerre contre le terrorisme.

5) Le **Réseau Juif Antisioniste International** : Réseau international de Juifs qui s'opposent à l'existence de l'État Israël et qui promeuvent les droits palestiniens, y compris le "droit au retour". Le réseau est aussi actif dans la campagne de boycott d'Israël (BDS).

6) L'**Organisation Socialiste Internationale** : Organisation qui possède des branches dans tous les États-Unis. Ses objectifs sont la justice et la libération au présent pour une société socialiste dans l'avenir.

29. Un réseau appelé la **Campagne US pour mettre Fin à l'Occupation Israélienne** mène également des activités pour changer la politique américaine envers Israël et les Palestiniens. En Août 2011, elle a envoyé une lettre au Département d'État américain signée par 125 groupes, y compris 30 organisations nationales, et une pétition signée par plus de 25000 personnes appelant le Président Obama à ne pas utiliser le veto américain aux Nations-Unis sur la question palestinienne. Entre le 16 et le 19 septembre (à la veille de la session d'ouverture de l'Assemblée Générale), le réseau organisera sa trentième convention annuelle à Washington DC, avec la participation d'Omar Barghouti (activiste de Ramallah qui est à la tête de la campagne internationale BDS).

Israël

30. Le réseau "September 15" organise des activités devant l'ambassade américaine à Tel-Aviv.